

Communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers

2016/2030(INI) - 14/10/2016 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative d'Anna Elbieta FOTYGA (ECR, PL) sur la communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers.

Les députés estiment que l'Union européenne, ses États membres et ses citoyens subissent une pression grandissante et systématique pour faire face aux **campagnes d'information, de désinformation et d'informations trompeuses** et à la propagande de pays et d'acteurs non étatiques, tels que des organisations terroristes ou criminelles transnationales dans son voisinage.

La **propagande hostile contre l'Union européenne** prend diverses formes et utilise divers outils dans le but de déformer la vérité, de diviser les États membres, d'entraîner un découplage stratégique entre l'Union européenne et ses partenaires d'Amérique du Nord, de paralyser le processus décisionnel, de discréditer les institutions de l'Union et de saper le discours politique européen fondé sur des valeurs démocratiques.

Communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers : les députés demandent aux institutions de l'Union de reconnaître que la communication stratégique et la guerre d'information ne sont **pas seulement un problème externe, mais aussi interne, à l'Union** et s'inquiètent des nombreux relais dont dispose la propagande hostile à l'Union en son sein.

Le rapport demande aux acteurs de l'Union de remédier à l'actuel manque de clarté et au désaccord sur ce qui doit être considéré comme de la propagande et de la désinformation et, en coopération avec des représentants et des experts des médias des États membres, d'élaborer **un ensemble commun de définitions** et de regrouper des données et des faits sur l'utilisation de la propagande.

Les députés soulignent la nécessité de **favoriser la sensibilisation et d'adopter une position plus affirmée** grâce à des actions de communication institutionnelle et politique, à des recherches de groupes de réflexion et universitaires, à des campagnes sur les médias sociaux, à des initiatives de la société civile, à l'éducation aux médias et à d'autres actions utiles.

Reconnaissance et dénonciation de la guerre de désinformation et de propagande russe : la guerre d'information ciblée contre l'Occident a été largement menée par l'Union soviétique durant la guerre froide et elle fait, depuis, partie intégrante de la guerre hybride moderne.

Les députés soutiennent que **la communication stratégique de la Russie fait partie d'une campagne de subversion plus générale** visant à affaiblir la coopération de l'Union et la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de l'Union et de ses États membres. Ils demandent aux gouvernements des États membres de faire preuve de vigilance envers les opérations d'information russes menées sur le sol européen et **d'accroître le partage des capacités et les efforts de contre-information** destinés à contrer ces opérations.

En particulier, le rapport critique vivement les efforts de la Russie visant à **perturber le processus d'intégration de l'Union** et déplore le soutien russe apporté aux forces antieuropéennes dans l'Union en ce

qui concerne les partis d'extrême droite, les forces populistes et les mouvements qui nient les valeurs fondamentales des démocraties libérales.

Comprendre et contrer la guerre d'information et les méthodes de radicalisation de l'EIL/Daech : l'EIL/Daech, Al-Qaïda et de nombreux autres groupes terroristes islamistes violents utilisent également des stratégies de communication et de propagande directe dans le cadre de la justification de leurs actions contre l'Union européenne.

Les députés demandent à l'Union européenne et à ses États membres d'élaborer **un contre-discours de l'EIL/Daech**, en faisant participer le système éducatif et en renforçant la position et la visibilité des érudits musulmans modérés qui jouissent de suffisamment de crédibilité pour **délégitimer la propagande** de l'EIL/Daech et le dévoiement théologique que constitue la promotion de l'islam radical.

Le rapport insiste sur l'importance :

- d'inclure la stratégie de contre-propagande contre l'EIL/Daech dans une **stratégie régionale plus vaste et globale** associant des instruments diplomatiques, socioéconomiques ainsi que des outils de développement et de prévention des conflits;
- de se concentrer davantage sur **l'amélioration des outils** et méthodes de l'Union, principalement dans le domaine informatique ;
- de mettre en place des **structures multidimensionnelles** (recherche académique, administrations pénitentiaires, police, justice, services sociaux, éducation) pour lutter contre la radicalisation ;
- de s'efforcer de **couper l'accès de l'EIL/Daech aux financements** et aux fonds ;
- de coopérer avec les fournisseurs de services de **médias sociaux** pour contrer la diffusion de la propagande de l'EIL/Daech.

Stratégie de l'Union européenne pour lutter contre la propagande : saluant la [communication conjointe sur le cadre commun en matière de lutte contre les menaces hybrides](#), les députés ont demandé l'approbation et la mise en œuvre de ses recommandations et demandé à la VP/HR d'assurer une communication fréquente au niveau politique avec les États membres afin de mieux coordonner les actions de l'Union.

Le rapport a souligné l'importance :

- de la coopération entre les **services de renseignement** des États membres en vue d'évaluer l'influence exercée par des pays tiers qui tentent de nuire aux fondements et aux valeurs démocratiques de l'Union ;
- du **renforcement de la task force de l'Union** sur la communication stratégique : la task force devrait mettre à disposition du grand public, sous l'identifiant Twitter "**@EUvsDisInfo**", un espace en ligne qui regrouperait différents outils destinés à déceler la désinformation, expliquerait leur fonctionnement, et relayerait les nombreuses initiatives de la société civile en la matière ;
- d'assurer une **communication cohérente et efficace sur les politiques de l'Union**, tant en interne qu'en externe, et d'adapter les communications aux régions spécifiques, en veillant notamment à ce que les informations soient accessibles dans les langues locales ;
- **de la sensibilisation, de l'éducation et de la formation** à l'information et aux médias en ligne dans l'Union et dans les pays du voisinage.

Le rapport a demandé à la Commission de **présenter certaines initiatives législatives** afin de contrer de manière plus efficace la désinformation et la propagande et d'utiliser l'examen à mi-parcours de l'instrument européen de voisinage pour favoriser le renforcement de la résilience des médias et pour l'élever au rang de priorité stratégique.

Enfin, les députés estiment qu'une stratégie efficace pour contrer la propagande antieuropéenne pourrait être l'adoption de mesures visant à **fournir à un public cible des informations appropriées et intéressantes sur les activités de l'Union**, les valeurs européennes et d'autres questions d'intérêt public, tout en soulignant que les technologies modernes et les réseaux sociaux pourraient être utilisés à ces fins.